

lier, de la possibilité d'une pénurie de pétrole causée par la guerre entre l'Iraq et l'Iran ainsi que des transformations en cours dans la structure du marché pétrolier international.

Les prix internationaux du pétrole sont passés d'une moyenne de 35 \$US le baril en décembre à 26 \$US en janvier, certains membres de l'OPEP exigeant même jusqu'à 41 \$US. En septembre, le modeste excédent pétrolier a fondu lorsque le déclenchement des hostilités entre l'Iran et l'Iraq a provoqué la disparition subite de quelque 4 millions de barils par jour sur le marché international.

Les gouvernements des pays consommateurs développés ont réagi en adoptant des mesures plus fermes à l'intérieur de l'AIE, de la Communauté européenne (CE) et au Sommet de Venise dans le but de réduire la pression sur les marchés. On prévoyait notamment de réduire la demande de pétrole importé et, à plus long terme, de restructurer les économies d'énergie par le renforcement des mesures de conservation, le remplacement du pétrole par d'autres sources d'énergie et l'exploitation accélérée de nouvelles techniques et sources d'énergie, notamment le charbon et le nucléaire. On a également attaché plus d'importance à l'amélioration des relations avec les pays pétroliers.

La réunion ministérielle de l'AIE en mai a convenu de poursuivre les efforts pour contenir la demande pétrolière dans le court terme (dans le cadre du processus d'adaptation à la perte d'une bonne partie des livraisons iraniennes), de mettre au point des mécanismes d'ajustement aux fluctuations soudaines du marché et d'établir un système de contrôle plus efficace des changements structurels à plus long terme. En octobre, l'AIE a annoncé des mesures visant à réduire les pressions sur un marché pétrolier déjà très sollicité en raison de la guerre entre l'Iraq et l'Iran. Ces mesures ont été confirmées lors de la réunion ministérielle de l'AIE en décembre.

L'énergie a également occupé une place prépondérante au Sommet de Venise en juin, où les participants ont convenu d'un vaste ensemble de mesures visant à restructurer leurs secteurs énergétiques pendant les années 80 et à établir un groupe, à un échelon élevé, pour en assurer le suivi.

Les pays consommateurs développés se sont davantage sensibilisés à la sérieuse incidence de la hausse des coûts énergétiques sur les économies en développement. En outre, les discussions tenues au sein de plusieurs instances ont permis de rechercher activement des moyens visant à améliorer la situation. Les participants au Sommet de Venise ont, par exemple, réclamé que l'on envisage la création d'une filiale énergétique au sein de la Banque mondiale. Le volet énergétique des relations Nord-Sud a également pris une plus grande importance, notamment dans le contexte des préparatifs de l'Assemblée générale de l'ONU en vue du lancement des négociations globales. Par ailleurs, le Premier ministre a souligné l'appui du Canada au projet de création d'une filiale énergétique lors des discussions qu'il a eues avec d'autres dirigeants sur la question.

Dans le contexte bilatéral, le Canada a signé un accord de coopération énergétique et industrielle avec le Mexique. L'accord, qui prévoit notamment des livraisons de brut mexicain

pouvant atteindre 50 000 barils par jour d'ici la fin de 1980, est le premier arrangement d'approvisionnement pétrolier d'État à État conclu par le Canada. En outre, on a consacré beaucoup d'attention aux possibilités d'exportation de ressources énergétiques canadiennes comme le charbon et le gaz naturel liquéfié, ce qui s'est traduit avant tout par l'accueil de délégations des secteurs publics et privés d'Europe et du Japon.

Le plus important développement au pays a été l'annonce du Programme énergétique national (PEN) dans le cadre du budget d'octobre. Ce programme, le plus complet jamais proposé au Canada, vise à éliminer les importations pétrolières d'ici à 1990 grâce à divers stimulants à la conservation et à la production d'énergie. Un autre élément central du PEN est la canadienisation d'au moins 50 % du secteur pétrolier d'ici à 1990. Étant donné la nature globale et complexe du Programme et ses fortes incidences sur les investissements étrangers et sur les échanges internationaux du Canada, le Ministère a fait des efforts considérables pour bien l'expliquer aux gouvernements et aux milieux d'affaires étrangers.

### **Échanges nucléaires internationaux et non-prolifération**

L'industrie nucléaire canadienne a poursuivi ses activités de commercialisation à l'étranger dans le cadre de la politique d'exportations nucléaires du Canada. Les exportations d'uranium vers des pays avec lesquels le Canada a négocié des accords de coopération nucléaire ont représenté cette année quelque 550 millions de dollars. L'industrie canadienne a continué de prospecter les possibilités de ventes au Japon, en Roumanie et en Corée du Sud, et a entrepris des efforts de commercialisation en Yougoslavie, en Indonésie et au Mexique. Le Ministère a continué de favoriser et d'appuyer ces efforts.

En ce qui concerne la mise en application de la politique de non-prolifération et de garanties du Canada, 1980 a été une autre année fertile en événements. L'Évaluation internationale du cycle du combustible nucléaire s'est terminée en février. La poursuite du dialogue positif qui s'est instauré pendant cette évaluation s'est traduite par l'établissement du Comité de la sécurité des approvisionnements au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Des efforts dans le même sens ont été faits à la deuxième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, mais aucun accord n'a été possible sur une déclaration finale.

Conformément à sa politique bilatérale de non-prolifération et de garanties nucléaires, le Canada a entrepris des négociations avec la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) en vue de régler la dernière question en suspens en vertu de l'accord modifié de coopération nucléaire Canada-Euratom. Un protocole modifiant l'accord de coopération nucléaire Canada-États-Unis de 1955 a été conclu, et des négociations avec la Yougoslavie ont été entreprises. Les négociations ont également progressé sur des accords avec les